

L'INFO BOURG



GRATUIT

Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste | www.compop.net | Vol. 24, no. 5 | Hiver 2012

Problème de logement?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
418-522-0454

Le budget Marceau déçoit

«C'est pas avec 3 000 logements qu'on va respecter le droit au logement.»

Réaction du FRAPRU en page 11



Le respect du droit au logement exige des gestes ambitieux de la part du gouvernement, estime le FRAPRU. À lire en page 3



Mobilité durable
La Ville face à ses contradictions

Pages 8 et 9

Passez un agréable temps des fêtes!

L'Infobourg vous souhaite paix et justice en 2013.



ninkasi
DU FAUBOURG
BIÈRES ET CULTURE

811, rue Saint-Jean, Québec • 418.529.8538 • www.ninkasi.ca • info@ninkasi.ca

Lundi 19H PUB QUIZ DE QUÉBEC
Jeu questionnaire de culture générale – Une guerre des nerds animée

Mercredi 20H LA VIE
La vitrine d'improvisation éclatée, accompagnée d'un musicien

Mardi 22H NRJAM
Scène ouverte éclectique – laboratoire de création et d'interprétation musicale

Vendredi 21H30 KARAOKE
Choisis ta tune et viens chanter ta vie!

Les soirs de semaine, c'est à la Ninkasi du Faubourg que ça se passe.



L'INFO BOURG



Journal de quartier publié à 7 000 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et auteures. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Nicolas Lefebvre Legault, Agathe Légaré, Anne-Florence Lepri et Yvon Boisclair.

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : www.compop.net/polinfo.

Correction : Catherine Duchesneau
 Infographie : Vania Wright-Larin
 Mots croisés : Agathe Légaré
 Photographie (sauf indication contraire) et publicité : Nicolas Lefebvre Legault (418-522-0454)

Adresse : 780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 1P9
 Tél. : 418-522-0454
 Téléc. : 418-522-0959
 Site Web: www.compop.net
 Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et par des activités d'autofinancement.

Corvée de nettoyage près de l'escalier Lavigueur

Par Willem Fortin

Le samedi 13 octobre, l'organisme Verdir et Divertir et le conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste ont uni leurs efforts pour organiser un nettoyage des environs de l'escalier Lavigueur. Des citoyens de la Haute-Ville et de la Basse-Ville ont ainsi contribué à refaire une beauté à ce site.

Les marcheurs qui fréquentent cet escalier peuvent constater qu'il se transforme encore trop souvent en poubelle. La récolte des braves qui ont arpenté le coteau Sainte-Geneviève ont trouvé de tout : déchets, contenants consignés, chaises et... téléviseur! Certaines personnes semblent malheureusement confondre le coteau avec un dépotoir.

D'autres corvées d'embellissement sont organisées chaque année, notamment celle appelée « L'îlot pousse vert », une corvée annuelle de nettoyage de la côte Badelard qui aura lieu au printemps 2013.

Vous avez envie d'organiser une corvée citoyenne près de chez vous et vous demeurez dans le quartier Saint-Jean-Baptiste? Vous pouvez contacter le conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste : conseilquartier.saint-jean-baptiste@ville.quebec.qc.ca. La population résidante de l'îlot des Tanneurs peut s'adresser à Verdir et divertir : verdirdivertir@oricom.ca.



Quelques-uns des participants et participantes à la corvée du 13 octobre.
 Photo : Sébastien Thomas.

72\$ pour une carte d'affaire

vue par **5000**

personnes dans le quartier

Annoncez vous dans L'INFO

+ d'info : 418-522-0454 BOURG

Jean-Philippe Leblanc-Latouche

"Une approche multidisciplinaire adaptée à la globalité de l'être humain"

- Praticien en ostéopathie
- Posturologie
- Somatothérapeute
- Orthothérapeute
- Massothérapeute

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
 444, boul. René-Lévesque Ouest
 Bureau 250
418.440.6426

Reçu pour assurances **20\$** de rabais lors de votre première visite



AU BONNET D'ÂNE

AMBIANCE DE QUARTIER

CAFÉ - BISTRO
 298, St-Jean, Québec
 418 647 3031
aubonnetdane.com
 fb : [cafeaubonnetdane.fc](https://www.facebook.com/cafeaubonnetdane)

Burgers * Canard * Pâtes * Pizzas
Salades * Saumon * Steak & frites Etc.
Mets pour emporter * Menu pour enfants
Vins au verre * 5 à 7
Déjeuners tous les jours



Manifestation du FRAPRU à Québec

Mme Marois : le logement est un droit !

(La rédaction) Deux semaines après la fin de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, qui a recueilli près de 400 témoignages accablants d'organismes et d'individus sur la situation de l'habitation et de l'itinérance, plusieurs centaines de personnes ont manifesté le 4 décembre dans les rues de Québec pour exiger des gestes concrets en ce domaine de la part du gouvernement péquiste de Pauline Marois.

Pour bien illustrer son message, le FRAPRU a déployé 18 maisons en carton (voir la photo en page couverture) illustrant les besoins des 17 régions administratives et des communautés autochtones de Kuujuaq et Lac-Simon visitées par la Commission populaire. Il a aussi cherché à remettre au ministre responsable de l'Habitation, M. Sylvain Gaudreault, une bannière contenant les témoignages de locataires entendus lors de la Commission.

Sans présumer du rapport indépendant des quatorze commissaires, qui sera publié au cours des premiers mois de 2013, le FRAPRU estime qu'une large partie de la population voit son droit au logement bafoué d'une manière ou d'une autre.

Le FRAPRU réclame que les différents paliers de gouvernement, dont celui du Québec, mettent l'épaule à la roue pour corriger la situation. Selon son coordonnateur, François Saillant, « ce n'est pas en ne finançant que 3 000 logements sociaux, comme il l'a fait dans son budget du 20 novembre, que le gouvernement péquiste de Pauline Marois assumera réellement ses responsabilités à l'égard du droit au logement ». Le FRAPRU revendique, pour sa part, la réalisation de 50 000 logements sociaux en cinq ans, de même qu'une série de mesures incluant la reconnaissance du droit au logement dans la Charte québécoise des droits et libertés, la bonification du programme d'allocation-logement, ainsi que des modifications législatives permettant une meilleure protection des droits des locataires.



Le FRAPRU a cherché à remettre au ministre responsable de l'Habitation, M. Sylvain Gaudreault, une bannière contenant les témoignages de locataires entendus lors de la Commission populaire itinérante.

Seigneurie de Salaberry de la rue Saint-Jean

Le personnel demande le respect

Par Nicolas Lefebvre Legault

Pourriez-vous imaginer qu'en 2012, en plein centre-ville de Québec, des salariés d'une résidence pour personnes âgées gagnent le salaire minimum? C'est le cas aux portes de Saint-Jean-Baptiste.

Le 8 novembre dernier, les syndiqués de la résidence Seigneurie de Salaberry, située au 20 rue Saint-Jean, manifestaient afin de faire entendre leurs revendications et obtenir le respect. La convention collective est échue depuis mai dernier.

« Les parties ne parviennent pas à s'entendre sur les clauses salariales. Nous ne demandons pourtant qu'un rattrapage, sur trois ans, afin d'atteindre la moyenne salariale nationale dans les établissements similaires. Les salaires sont si bas actuellement que plusieurs employés, notamment ceux de l'entretien ménager, sont payés au salaire minimum, soit 9,90 \$ de l'heure. Il me semble que la décence demande de mieux les considérer », expliquait Louis Boudreau, conseiller syndical à la section locale 298 du Syndicat québécois des employés et employés de service (FTQ).

« Les travailleuses et les travailleurs ont la ferme intention d'obtenir une juste compensation pour leurs tâches. Ils intensifieront les moyens de pression si l'employeur ne démontre pas plus d'ouverture », a conclu Louis Boudreau.



Le 8 novembre dernier, les syndiqués de la résidence Seigneurie de Salaberry ont manifesté sur l'heure du midi pour faire entendre leurs revendications et obtenir le respect de leur employeur. Photo: SQEES-298

La faim en Haute-Ville

Par Nicolas Lefebvre Legault

Avoir faim en Haute-Ville, c'est pas de la tarte. C'est ce que *L'Infobourg* a pu constater le 20 novembre dernier lors du dévoilement d'une étude sur les besoins de soutien alimentaire dans les quartiers de la Haute-Ville.

La Haute-Ville victime de son image

Vieux-Québec, Cap-blanc, Saint-Jean-Baptiste, Montcalm, Saint-Sacrement, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on n'associe pas spontanément ces quartiers à la pauvreté, encore moins à la faim. Pourtant, derrière son image de repère de bourgeois, comme dirait le maire, la Haute-Ville cache des poches de pauvreté importantes. Assez importantes en tout cas pour justifier amplement plus de 4 390 interventions individuelles de soutien alimentaire par mois dans une quinzaine d'organismes. Les préjugés ayant la vie dure, les organismes communautaires ont de la difficulté à faire financer leurs services et à se développer.

Paradoxalement, le « milieu de la faim » est un milieu relativement clôt en Haute-Ville. Les services sont peu connus, y compris du personnel intervenant des organismes, et s'adressent souvent à une population définie et restreinte. Il faut soit fréquenter un organisme communautaire pour y avoir accès ou présenter une caractéristique spécifique. Ainsi, sur les neuf distributions alimentaires recensées, seulement trois sont ouvertes à tous et à toutes, à condition de demeurer dans la paroisse. Plus inquiétant, le Collectif Caméléon a pu constater que les organismes n'étaient pas imperméables aux préjugés. Ainsi, les « nouveaux pauvres », c'est-à-dire des personnes qui « n'ont pas le profil » parce qu'elles sont effectivement issues de milieux aisés, semblent devoir faire face à plusieurs préjugés et frustrations (on leur demande régulièrement de « montrer patte blanche » et de prouver leur pauvreté). En croisant diverses données, les auteurs de l'étude

remarquent que ce sont les familles nombreuses qui semblent vivre les expériences les plus difficiles. La situation des personnes seules, qui doivent souvent passer en dernier, est également déplorable.

L'étude dévoile un manque de ressources communautaires et de services de soutien en Haute-Ville par rapport à la pauvreté qui y est vécue. Le constat de l'équipe de partenaires et des participants à l'étude est que la pauvreté dans ces quartiers est maintenue insaisissable et que les instances gouvernementales délaissent ces secteurs de la ville. Malgré la présence de 17 organismes qui dispensent des services d'aide alimentaire sur le territoire, la moitié des répondants et répondantes à l'étude ne mangent toujours pas à leur faim. Du côté des organismes, on déplore le manque de financement et le manque de ressources humaines, soit les deux principales contraintes au maintien des services. Du côté des individus, on déplore des horaires peu pratiques et la faible quantité d'aliments frais. S'il devait y avoir développement, les organismes affirment qu'ils cibleraient les cuisines communautaires et les dépannages d'urgence (certains parlent même d'une épicerie communautaire), tandis que les personnes souhaiteraient que les solutions ciblent les distributions alimentaires et les bons d'épicerie.

Une recherche action participative

Quels sont les besoins des personnes touchées par l'insécurité alimentaire en Haute-Ville qui demeurent non satisfaits par l'offre actuelle en aide alimentaire? Quels sont les obstacles au développement d'un réseau de soutien en Haute-Ville qui permettrait à notre communauté d'atteindre une pleine sécurité alimentaire? Voici les deux grands questionnements qui ont motivé la mobilisation d'un comité d'action et de recherche sur la sécurité alimentaire en Haute-Ville. Ce comité est né au



La popote roulante de l'Entraide du faubourg fait partie des 17 ressources communautaires oeuvrant contre l'insécurité alimentaire en Haute-Ville. Photo: Archives

sein du Collectif Caméléon, un regroupement de partenaires intersectoriels oeuvrant sur le territoire de la Haute-Ville de Québec.

L'étude était basée sur le principe de « recherche action participative », une formule qui se construit avec les gens et qui intègre les principes du « par et pour ». L'approche, principalement qualitative, comprenait la réalisation d'un questionnaire, rempli par 72 personnes utilisant les services et 15 organismes les dispensant, ainsi que d'entretiens en profondeur avec des groupes plus restreints.

Faim : le gouvernement ne prend pas ses responsabilités

Lors de sa récente visite, le rapporteur spécial des Nations-Unies (ONU) pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, évaluait que deux millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire au Canada, soit 10 % de la population.

Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire ?

Pour la ville de Québec, le portrait n'est guère plus réjouissant, puisque les plus récentes recherches du Groupe d'études en nutrition publique de l'Université Laval démontrent qu'un ménage sur 20 est en insécurité alimentaire modérée ou

sévère, ce qui signifie qu'il a un accès insuffisant ou incertain aux aliments par manque de ressources financières. L'équipe de recherche ajoute que le gouvernement se fie, dans une certaine mesure, aux organisations d'aide alimentaire qui forment le principal soutien disponible pour les personnes aux prises avec la faim dans la ville de Québec, puisque les travailleurs sociaux et des organisations comme les CLSC y réfèrent régulièrement des clients pour de l'aide alimentaire.

Cette recherche décrit un problème structurel, et même culturel, soit le fait que le gouvernement délègue aux organisations caritatives et communautaires le fardeau d'apaiser la faim des

personnes en situation de pauvreté, sans même leur accorder le financement nécessaire pour remplir ce mandat. S'étant doté en 2002 d'une loi visant à lutter contre la pauvreté au Québec et ayant adhéré en 1976 au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les gouvernements du Québec et du Canada ne prennent pas leurs responsabilités en matière de droit à l'alimentation.

Source : Perron-Dufour, Geneviève. *Évaluation des besoins de soutien alimentaire dans les quartiers centraux de la Haute-Ville*, Québec, Collectif Caméléon, 2012, 37 p.

Courant alternatif
coopérative de travail

Vos électriciens de quartier

418 523-1936
courantalternatifcoop@gmail.com

Spécialistes en rénovation résidentielle et commerciale

- entrée électrique souterraine et aérienne
- chauffage, ventilation, encastrés et lumières «LED»
- mise aux normes et tout autre besoin en électricité

« Une force dans le quartier »



Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme le site de compostage communautaire du Faubourg, inauguré en juillet 2005 dans le Parc Richelieu.

Devenez membre | 522-0454 | compop@qc.aira.com